



Intervention de la Belgique
à l'occasion de la 73^{ème} session du
Comité exécutif du Haut-Commissariat pour les réfugiés

Genève, 10 octobre 2022

(à vérifier au prononcer)

Ce débat général est l'occasion de regarder en arrière et de réfléchir sur les difficultés et les réussites de l'année dernière. 2021-2022 a encore été une année difficile pour le HCR et le secteur humanitaire. Le nombre de crises et de déplacés de force a encore augmenté. Le conflit en Ukraine n'a fait qu'empirer cette situation. Comme tous nos partenaires européens, la Belgique a répondu à cette crise humanitaire. Mais le Gouvernement a décidé dès le début que les ressources allouées à l'Ukraine ne viendraient pas empiéter sur le financement belge d'autres crises. Ainsi en 2022 nous avons pu continuer nos programmes humanitaires en Afrique en en Asie au même niveau que l'année dernière.

La Belgique a également pu maintenir une grande flexibilité dans son budget humanitaire, en moyenne 66% de nos contributions sont flexibles, dépassant ainsi notre engagement du Grand Bargain. Ceci permet à nos partenaires humanitaires de réagir rapidement à des crises soudaines et de consacrer des fonds à des crises moins visibles, parfois oubliées.

Je me réjouis de l'augmentation de notre soutien financier au HCR. Et je suis particulièrement satisfait que cette augmentation ait été utilisée pour une intervention en Tanzanie dans le domaine du changement climatique, notamment un projet de résilience climatique dans la région de Kigoma. Cette dernière année les acteurs humanitaires se sont vu confrontés à des crises multiples liées au changement climatique, notamment au Pakistan, ou dans la Corne de l'Afrique. Nous allons tous devoir nous préparer à d'autres crises, et investir davantage dans la prévention et la résilience.

Dans les jours à venir le comité exécutif approuvera le budget 2023 du HCR. C'est la deuxième fois que le budget est présenté selon la nouvelle approche basée sur les résultats. Cette nouvelle méthodologie rend la lecture du budget plus facile, les liens entre les programmes et budgets et le mandat de l'organisation apparaissent plus clairement. Dans le document tel qu'il nous est présenté, il y a encore très peu de données quantitatives sur les résultats, ni de lignes de bases pour les cibles, ni de réalisations. A l'avenir, nous espérons pouvoir retrouver plus de données sur les résultats dans les documents budgétaires. Ces documents devront refléter les performances du HCR.

Lors de ce débat nous avons entendu de plusieurs pays hôte que la communauté internationale devrait intensifier les efforts pour le retour volontaire de réfugiés. L'accueil d'un grand nombre de réfugiés peut en effet avoir un impact énorme sur les sociétés d'accueil dans leur entièreté. C'est pourquoi il nous semble important, d'une part, que le HCR considère comment l'aide humanitaire bénéfique non seulement aux réfugiés, mais aussi aux populations du pays d'accueil. Surtout dans le cas de crises prolongées et complexes, le HCR doit oser briser les silos et rechercher activement des solutions durables en partenariat avec les acteurs de développement. Il faut des solutions durables telles que le renforcement durable des services de base qui profiteront à tous les résidents du pays d'accueil et des solutions durables qui faciliteront l'intégration des réfugiés dans la société, leur permettant d'apporter une contribution positive à la société d'accueil plutôt que d'être perçus comme un fardeau.

D'autre part, le HCR doit pleinement assumer son rôle d'acteur humanitaire international neutre dans le domaine du retour des réfugiés. Le HCR doit guider et faciliter les retours, mais doit avant tout veiller à ce que les conditions d'un « retour sûr, volontaire et digne » soient clairement définies et remplies.

Je vous remercie.